

LES CHIFFRES CLÉS



788 700

hectares de vignoble répartis sur 87 400 exploitations
(Recensement Général Agricole 2010), **DONT** :



68 500

exploitations spécialisées en viticulture (RGA 2010)



3496

exploitations en raisin de table (RGA 2010)



La viticulture représente 28 % de la valeur de la production
agricole totale en France en 2016 (FranceAgriMer, 2017)



30 %

L'exportation de vins représente près de 30 % du commerce
extérieur agro-alimentaire de la France dans le Monde en 2016
(FranceAgriMer, 2017)



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

La Confédération paysanne est, depuis 1987, un acteur majeur
du syndicalisme agricole français qui porte des valeurs de réparti-
tion et de solidarité. Le projet pour une agriculture paysanne, qu'elle
défend avec constance depuis sa création, est cohérent et global.

CONTACTER LA CONF'

✉ : contact@confederationpaysanne.fr

🌐 : www.confederationpaysanne.fr

☎ : 01 43 62 04 04

VITICULTURE

NOS PROPOSITIONS POUR LES PAYSANNES ET LES PAYSANS



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs



CONTRE LA VITICULTURE INDUSTRIELLE DÉFENDRE LA VITICULTURE PAYSANNE !

Terroirs, cépages, pratiques,... créent une grande diversité en viticulture. Celle-ci vit pourtant une crise majeure, en système coopératif comme individuel. La filière a répondu aux injonctions de la libéralisation. Les coopératives ont fusionné sans réel projet, si ce n'est de s'agrandir pour peser sur les marchés. **Les vigneron-ne-s ont été petit à petit déssaisi-e-s de leur outil collectif** au détriment de leur capacité à agir sur le prix d'achat de leur raisin ou de leur vin, et donc sur leur revenu. Le démantèlement de l'outil de régulation qu'étaient les droits de plantation vient accentuer la crise et renforcer la compétition entre les viticulteur-rice-s, en France et dans le monde. Cette situation est aggravée par des épisodes climatiques graves qui s'enchaînent années après années. La viticulture vit une délocalisation de la production et des pertes d'emplois massives. Les négociants et autres acteurs, comme les interprofessions, encouragent un développement de la production de vins sans indication géographique (VSIG) pour le marché mondial. Les viticulteur-rice-s sont poussés à développer une viticulture à rendement élevé, irriguée, sur de grandes surfaces, au détriment de l'environnement.

La Confédération paysanne défend une viticulture paysanne qui inverse cette tendance !

NOS REVENDICATIONS POUR UNE VITICULTURE PAYSANNE !

- **Mettre en place une aide directe au revenu pour la viticulture, comme le permet le premier pilier de la PAC.** Elle doit être plafonnée et fonction du nombre d'actifs afin de maintenir des fermes pourvoyeuses d'emplois.
- **Maintenir une régulation des plantations.** La libéralisation totale détruira les terroirs et les possibilités de maintenir tous les territoires viticoles. Le seuil de développement de 1 % annuel doit être abaissé.
- **Encourager à l'évolution des pratiques culturelles** vers des systèmes plus respectueux de l'environnement : une aide financière qui permette aux viticulteur-rice-s de s'affranchir dans l'urgence des pesticides CMR (cancérogène, mutagène et reprotoxique) et PE (perturbateurs endocriniens).
- **Défendre le statut du vin par une définition stricte** : issu exclusivement de la fermentation naturelle de jus de raisins. Soumettre les importations aux mêmes règles.
- **Maintenir l'approbation de la substance active cuivre.** La baisse possible à 4 kg/ha/an doit s'accompagner de mesures d'accompagnement en particulier pour les paysan-ne-s en conversion en AB. Le lissage de la moyenne sur 5 ans doit perdurer afin de pouvoir ajuster les doses en fonction de la pression.
- **Refonder le rôle et la gouvernance des interprofessions viticoles.** Elles sont aujourd'hui le bras armé du négoce qui domine ces espaces pour ses propres bénéfices. Les paysan-ne-s ne retirent rien des ces interprofessions viticoles qui fonctionnent de manière opaque et empêchent d'avancer vers une viticulture qui rémunèrent les paysan-ne-s.



Crédits photo : Josef Klement

FLAVESCENCE DORÉE

La lutte contre la flavescence dorée est généralisée par des traitements insecticides systématiques dans des périmètres de lutte obligatoire. La Confédération paysanne dénonce depuis longtemps l'absurdité de ces traitements obligatoires qui dévastent des départements entiers depuis plus de vingt ans alors que la cicadelle et la flavescence dorée sont toujours là. L'obligation des traitements chimiques ne peut être l'unique réponse. Nous demandons un retour aux fondamentaux de la lutte prophylactique afin de prévenir en amont l'apparition et la propagation des maladies :

- **Prévenir pour limiter la propagation** : utilisation de plants traités à l'eau chaude.
- **Prospecter collectivement pour minimiser les risques de dissémination.**
- **Redéfinir le périmètre de lutte obligatoire pour les traitements chimiques** afin de limiter l'usage des insecticides.
- **Orienter la recherche aussi sur les conditions d'apparition de la maladie.**
- **Protéger et informer la population sur les traitements.**